

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

Géopolitique et stratégie

N° 85 du 02.02.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

La Géorgie, base arrière américaine pour une attaque contre l'Iran ?

1 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

1-1 Russia Today- Comment l'Iran a piraté le drone ultra-secret de la CIA.

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 M.Mehmanparast : Les [Sanctions contre l'Iran = "une guerre psychologique"](#).

2-2 Dedefensa.org : Pétrole, dollar, or, Iran : qui isole qui ?

2-3 IRIB- : Les sanctions pétrolières de l'Iran nuisent, avant tout, aux Européens...

2-4 Pepe Escobar : Contrecoups de l'embargo européen au pétrole iranien –

2-5 Seyed Hossein Mousavian*: "L'embargo pétrolier, erreur stratégique de l'Union européenne".

2-6 Paul Craig Roberts : Washington amène le monde plus près encore de la guerre.

2-7 Peter Symonds : [L'ultime cible des sanctions pétrolières contre l'Iran...la Chine.](#)

Tiré à Part

La Géorgie, base arrière américaine pour une attaque contre l'Iran ?

Le président géorgien Mikheïl Saakachvili a effectué le 30 janvier sa première visite officielle à Washington. Du fait de sa situation géographique et grâce à l'orientation fortement pro-Otan du régime actuel – qui rêve d'intégrer l'organisation occidentale –, la Géorgie pourrait aider Washington contre Téhéran.

Le 30 janvier, le président géorgien Mikheïl Saakachvili a été reçu par son homologue américain Barack Obama dans le Bureau Ovale de la Maison Blanche, à Washington. Une première, car "*en dehors des rencontres de travail dans les couloirs de différents sommets internationaux, c'est la première visite officielle de Saakachvili aux Etats-Unis*", observe le site caucasien *Vesti Kavkaza*.

A l'ordre du jour officiel se trouvait le prochain sommet de l'OTAN à Chicago, où la Géorgie espère enfin obtenir la "feuille de route" pour entrer dans l'Alliance atlantique, et la participation très active de Tbilissi dans la coalition internationale en Afghanistan (où 1600 - et bientôt 1700 - soldats géorgiens sont présents sur le terrain, le plus gros contingent parmi les pays non membres de l'OTAN).

Cependant, selon des experts, les discussions ont vraisemblablement aussi - et surtout - porté sur la participation de Tbilissi à une possible opération militaire contre l'Iran. Le site d'informations en ligne russe *Vzgliad* soupçonne Saakachvili de vouloir "*proposer le territoire géorgien en cas d'escalade avec*

Téhéran, justifiant ce pas par le souci de protéger la Géorgie contre 'la menace militaire' russe". L'expert indépendant géorgien Guiorgui Nodia tempère : "Le voyage du président géorgien est en lien avec le renforcement de la coopération américano-géorgienne dans le domaine sécuritaire, notamment à cause de ce qui se passe autour de l'Iran. On peut supposer qu'en cas d'un affrontement avec l'Iran, la Géorgie soutiendrait les Etats-Unis plus activement que la Turquie ou les autres voisins de Téhéran", explique un autre expert de renom, Paata Zakaréichvili.

Alors, Saakachvili a-t-il "trouvé une utilité à la Géorgie ?", selon l'expression ironique du quotidien moscovite *Kommersant*. "D'aucuns pensent que [le 30 janvier] les deux présidents allaient s'accorder sur l'utilisation de l'espace aérien de la Géorgie", analyse l'hebdomadaire de Tbilissi *Kviris Palitra*. Aux dires de certains observateurs et opposants géorgiens, c'est pour faire de la Géorgie une base arrière en cas d'attaque contre l'Iran que Washington a financé la reconstruction des anciens aérodromes militaires de Vaziani et Marnéouli, et du port de Batoumi, en mer Noire, et sponsorisé la construction de plusieurs hôpitaux dans différentes villes de Géorgie.

De quoi en inquiéter plus d'un. D'autant que frapper des cibles stratégiques situées dans le nord de l'Iran depuis le Caucase du sud est "confortable, car envoyer les chasseurs américains Super Hornet depuis un porte-avion américain situé dans le Golfe persique, à deux heures de vol de l'Iran, c'est une chose, mais le faire depuis, par exemple, l'Azerbaïdjan, à 3-5 minutes de vol, c'en est une autre", poursuit le journal. Oui, mais si Téhéran ripostait sur Tbilissi? "Du nord de l'Iran à la frontière géorgienne [en passant par l'Arménie ou par l'Azerbaïdjan qui partagent chacun une frontière terrestre avec l'Iran] il y a 160 km, et 215 km jusqu'à notre capitale. Une longue distance qui exclut l'utilisation par Téhéran de l'artillerie", tente de rassurer *Kviris Palitra*, avant de rappeler que le vrai danger serait "un nuage radioactif qui s'abattrait sur la région en cas de destruction de cibles nucléaires iraniennes".

Paradoxalement, c'est l'actuel ennemi numéro un de Tbilissi, la Russie qui, en cas de déclenchement d'hostilités jouerait les boucliers protecteurs pour la Géorgie et l'ensemble de la région. En effet, Moscou dispose de bases militaires à Gyomri (en Arménie), en Abkhazie et en Ossétie du Sud (républiques séparatistes géorgiennes reconnues par Moscou en 2008), et de la station radar de Gabala en Azerbaïdjan, permettant une détection rapide de tirs de missiles. Ainsi, Moscou peut "verrouiller l'espace aérien du Caucase du Sud. Comme quoi, à quelque chose malheur est bon : grâce à cela [la force de frappe de la Russie], la Géorgie n'entrera pas dans l'Histoire comme base d'opérations contre l'Iran", espère le journal.

31.01.2012, Courrier international

<http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2012/01/31/la-georgie-base-arriere-americaine-pour-une-attaque-contre-l-iran>

1 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

1-1 Russia Today - Comment l'Iran a piraté le drone ultra-secret de la CIA.

Des rapports de presse indiquent que les États-Unis pourraient récupérer leur drone top-secret qui servait à espionner l'Iran. Le hic, c'est qu'ils le récupéreraient sous la forme d'un jouet disponible dans les magasins, puisque le dispositif intercepté en décembre a été reproduit à 1/80e de sa taille originale et est à présent commercialisé.

La radio d'Etat iranienne citée par l'Associated Press a déclaré mardi que le drone soi-disant furtif RQ-170 Sentinel des Etats-Unis serait bientôt en vente dans Téhéran, mais sous forme de jouet.

Ce jouet devrait être vendu à 70 000 rials pièce, soit près de 4 dollars US.

Un des modèles devrait être expédié à la Maison Blanche en réponse à une demande officielle de Washington le mois dernier demandant à l'Iran de retourner l'appareil soi-disant top secret.

Les reportages à la radio d'Etat disent que le modèle sera celui de l'avion original, mais à 1/80e de sa taille réelle.

Le drone américain a été intercepté au-dessus de la ville iranienne de Kashmar, à quelque 225 kilomètres de la frontière de l'Iran avec l'Afghanistan, au début du mois de décembre.

Les ingénieurs et les militaires iraniens ont confirmé qu'ils avaient réussi à pirater le système interne de l'engin avec facilité, et qu'ils ont pu le forcer à un atterrissage en toute sécurité et sans incident. Depuis lors, l'administration Obama a demandé à l'Iran de retourner le drone, mais Téhéran a refusé, affirmant que son incursion dans l'espace aérien iranien en faisait la propriété de l'Iran. Selon certains rapports, le trophée pourrait être présenté au grand public, mais après qu'il ait subi un examen approfondi, puis dans un an ou deux il pourra être vendu aux enchères.
Article Russia Today du 16 décembre 2012

On s'attend à pas mal de dégâts dans la communauté du renseignement américain alors que des sources en Iran reconnaissent avoir pris le contrôle du drone perdu par la CIA et l'avoir amené au sol avec rien de plus qu'un ordinateur disposant d'outils de navigation et communication.

Selon le CSM Christian Science Monitor, les ingénieurs et les militaires iraniens ont admis que la disparition dramatique subie par les États-Unis d'un drone furtif d'une valeur de plusieurs millions de dollars il y a deux semaines, était en effet le résultat de leur propre action, affirmant maintenant qu'ils avaient réussi à pirater le système interne de l'engin avec facilité et à l'amener ensuite à atterrir en toute sécurité, sans aucun incident.

Les États-Unis ont initialement nié avoir perdu un drone sur l'Iran, avant de changer leur version en voulant faire croire qu'ils avaient perdu le contact avec l'engin pendant une mission de surveillance au-dessus de l'Afghanistan voisin. Les responsables iraniens ont rapidement invalidé la version américaine en publiant des images de l'avion-espion et en révélant qu'il avait été appréhendé à plus de 200 kilomètres de la frontière du pays avec l'Afghanistan.

Russia Today a toujours défendu l'idée que la chute du drone pourrait avoir résulté d'une cyber-guerre naissante entre les services de renseignement américain et iranien. Et aujourd'hui les responsables [iraniens] affirment qu'ils ont effectivement piraté l'engin pour tranquillement le récupérer.

S'exprimant devant le CSM, un ingénieur responsable de l'interception et s'exprimant sous le couvert de l'anonymat a affirmé que les techniciens ont réussi à prendre le contrôle du GPS du drone, que cet ingénieur décrit comme « de faible niveau ».

« En envoyant du brouillage [jam] sur la communication, vous forcez 'l'oiseau' à passer au pilotage automatique. Et c'est là que 'l'oiseau' perd son intelligence », explique la même source.

Moins de deux semaines après que le drone RQ-170 Sentinel ait été perdu au-dessus de l'Iran, les responsables américains ont parlé d'un dysfonctionnement du système qui serait le coupable dans une autre affaire de drone qui s'est écrasé dans l'Océan Indien le mardi de cette semaine.

Dans un rapport de Russia Today publié plus tôt cette semaine, nous avons rappelé un autre incident à la base de Creech Air Force des États-Unis (Nevada) le mois dernier [novembre], où un logger-virus a pu s'installer dans les systèmes des drones de l'armée.

Nous avons parlé aussi le mercredi de cette semaine, en citant une enquête d'Univision, d'un lien possible entre les responsables iraniens et les pirates cybernétiques du Mexique dans un complot présumé de cyber-guerre pour attaquer la communauté du renseignement américain, plus précisément l'Agence centrale de renseignement (CIA), le Pentagone et le Département de la Défense.

Le RQ-170 Sentinel récupéré par l'Iran volait pour le compte de la CIA quand il a été appréhendé.

Les États-Unis ont tout d'abord ri de l'interception par l'Iran de l'engin, un responsable américain déclarant que c'était équivalent à « laisser tomber une Ferrari dans un environnement technologique de charrette à bœufs ».

[Avec une vision du monde basée sur un racisme aussi abject, incrusté et maladif, les responsables américains ne sont pas au bout de leurs surprises - NdT].

Maintenant, Téhéran affirme avoir réussi à faire désosser l'engin volant en s'inspirant de drones moins évolués abattus les années précédentes. Toujours au CSM, les responsables iraniens disent que les faiblesses dans le système de navigation du GPS embarqué étaient connues des autorités américaines, lesquelles ont peu fait pour corriger le défaut.

Malgré les deux pertes de ces derniers jours, le secrétaire du Département américain de la Défense, Leon Panetta, a déclaré à Fox Nouvelles cette semaine que l'Amérique tient « absolument » à poursuivre ses missions de vols soi-disant furtifs sur l'Iran.

Les autorités iraniennes ont salué la capture comme un grand succès pour le pays, au grand dam de l'administration Obama. Le président américain a officiellement demandé à Téhéran de retourner l'engin volant, ce qui a fait rigoler les Iraniens.

info-palestine

samedi 21 janvier 2012 -

17 janvier 2012 - Russia Today –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://rt.com/news/iran-us-drone-to...> Traduction - Info-Palestine.net

http://www.info-palestine.net/article.php?id_article=11694

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 M.Mehmanparast : Les [Sanctions contre l'Iran = "une guerre psychologique"](#).

Les nouvelles sanctions européennes contre l'Iran sont une "guerre psychologique", l'embargo n'empêchera pas Téhéran de trouver d'autres acheteurs de pétrole, a déclaré lundi le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères Ramin Mehmanparast cité par les médias internationaux.

"Les sanctions de l'Union européenne contre le pétrole iranien sont une guerre psychologique.

Introduire des sanctions économiques est illogique et malhonnête, mais cela n'empêchera pas notre pays de défendre ses droits", a indiqué M.Mehmanparast.

"Les pays européens et ceux qui se trouvent sous la pression américaine doivent réfléchir à leurs propres intérêts. Tous les pays qui se privent du marché énergétique iranien se verront remplacer par d'autres pays", a ajouté le porte-parole.

Le Conseil de l'UE a approuvé lundi l'adoption d'un embargo sur les livraisons de brut iranien lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept à Bruxelles. L'UE entend en outre prendre des mesures financières, visant notamment la Banque centrale d'Iran, et sanctionner le secteur des transports iranien et les exportations d'or, de produits et technologies sensibles à double usage. Par ailleurs, le Conseil a élargi la liste des responsables et organismes iraniens frappés par des sanctions. Les Etats-Unis et certains autres pays reprochent à l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire sous couvert d'un programme nucléaire civil. Téhéran rejette ces accusations, affirmant que ses recherches nucléaires ont pour seul objectif de satisfaire les besoins du pays en électricité. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté quatre résolutions imposant des sanctions à l'Iran - 1737, 1747, 1803 et 1929.

23. 01. 2012

<http://fr.rian.ru/world/20120123/193122618.html>

2-2 Dedefensa.org : Pétrole, dollar, or, Iran : qui isole qui ?

En fait d'isolement, c'est le bloc BAO qui est en train de façonner le sien, avec des USA en cours d'effondrement et une Europe informe, aveugle, servile par impuissance à envisager une politique qui lui soit propre, par intoxication par aveuglement bureaucratique et idéologique.

Une délégation indienne s'est rendue en Iran pour mettre au point les modalités de paiement du pétrole iranien en fonction de l'embargo imposé à l'Iran par les USA et l'Europe. (L'Inde importe pour \$12 milliards de pétrole iranien par an, soit 12% de sa consommation.) Le résultat est le choix de l'or pour ce paiement, selon DEBKAFiles du 23 janvier 2012. L'information est reprise par PressTV.com (site iranien) le 24 janvier 2012, ce qui semble apporter la caution implicite de sources iraniennes. La Chine devrait suivre cette voie, tandis que des mécanismes bancaires sont mis en place pour permettre ces

transactions, notamment avec des banques turques. La Russie doit également mettre en place une structure de cette sorte pour ses transactions avec l'Iran.

« India is the first buyer of Iranian oil to agree to pay for its purchases in gold instead of the US dollar, DEBKAFile's intelligence and Iranian sources report exclusively. Those sources expect China to follow suit. India and China take about one million barrels per day, or 40 percent of Iran's total exports of 2.5 million bpd. Both are superpowers in terms of gold assets.

« By trading in gold, New Delhi and Beijing enable Tehran to bypass the upcoming freeze on its central bank's assets and the oil embargo which the European Union's foreign ministers agreed to impose Monday, Jan. 23. The EU currently buys around 20 percent of Iran's oil exports. The vast sums involved in these transactions are expected, furthermore, to boost the price of gold and depress the value of the dollar on world markets.

« Iran's second largest customer after China, India purchases around \$12 billion a year's worth of Iranian crude, or about 12 percent of its consumption. Delhi is to execute its transactions, according to our sources, through two state-owned banks : the Calcutta-based UCO Bank, whose board of directors is made up of Indian government and Reserve Bank of India representatives ; and Halk Bankasi (Peoples Bank), Turkey's seventh largest bank which is owned by the government. »

D'une façon générale, à mesure que les détails pratiques de ces transactions apparaissent, on commence à prendre conscience qu'il s'agit de la mise en place d'un "bloc" économique et commercial central avec tous ses mécanismes, et dont les acteurs sont des puissances incontestables. Cela implique la création de liens monétaires, bancaires, etc., entre l'Iran, la Turquie, la Russie, la Chine et l'Inde. Sur ces schémas de base tendant à former une structure puissante, d'autres acteurs vont venir se greffer tandis que l'objet des transactions peut évidemment dépasser le pétrole lui-même, qui reste néanmoins le facteur de base "solidifiant" de cette nouvelle structure qui se développe. Cette "structure" elle-même est une puissante force qui se met en place, contre la domination monétaire et commerciale du dollar certes, mais également de l'euro lorsqu'il est perçu comme auxiliaire (notamment politique) du dollar à cet égard, à l'intérieur de la structure dominatrice du bloc BAO.

L'ironie est complète à cet égard, et mesure le chemin parcouru dans le sens de la Chute par le bloc BAO ; par les USA en tant que puissance en cours d'effondrement ; par l'Europe en tant que puissance qui se voulait alternative des USA dans ce domaine (l'euro remplaçant le dollar) et qui s'avère supplétive des USA au moment où les USA s'effondrent. (Même manœuvre que celle du brillant Sarko rejoignant l'OTAN en 2009, il y a une constante chez les Européens dans la bassesse et l'inversion du jugement.) L'Europe suivra donc le mouvement, dans un acte d'abdication non seulement de sa puissance monétaire et commerciale qui va largement nourrir les mouvements de contestation de l'euro et du retour aux monnaies nationales dans nombre de pays européens, mais dans un mouvement d'abdication de sa propre civilisation puisque cette question iranienne doit être perçue comme un symptôme du mal général. On ne regrettera rien puisqu'il s'agit en fait d'une contre-civilisation. La manœuvre cruelle et lâche de l'embargo, qui est la manière favorite des USA et du bloc BAO, est donc en train de créer une force concurrente d'une très grande puissance, où l'Iran a notamment sa place, mais constitue la dynamique initiale fondamentale. Le rejet du dollar et de l'euro est une chose remarquable, qui va dans le sens décrit plus haut. Mais le choix de l'or est aussi un fait remarquable en lui-même. Il renforce toute une école d'opposition spécifique, au sein du bloc BAO lui-même, qui proclame la nécessité de la fin du monopole du dollar (ou du dollar-euro, dans le cas de la complicité-servitude USA-Europe, dans le cadre du bloc BAO) ; c'est une opposition technique, technico-politique dans certains cas, qui met en cause le principe de la monnaie unique (monopole) qui est l'arme et le symbole du système bancaire en général du Système. C'est notamment l'argument de Ron Paul aux USA, qui veut mettre fin au monopole du dollar aux USA même. C'est aussi l'argument d'un Zoelick, directeur de la Banque Mondiale, qui estime discrètement mais fermement, sans mesurer les implications métahistoriques de ce processus, que l'affaiblissement du dollar nécessite l'adoption de l'or comme "monnaie" parallèle de transaction internationale à l'équivalent du dollar.

Politiquement, le résultat est prodigieusement rapide et significatif. L'"isolement" de l'Iran se présente comme son exact contraire, comme un leurre, un piège monté par le bloc BAO contre lui-même, et où le bloc BAO fonce tête baissée. (Processus désormais classique de surpuissance aboutissant à l'autodestruction.) Au lieu de résistances sporadiques et dispersées à l'hégémonie du dollar comme on en enregistrerait ces dernières années, c'est une structure puissante de résistance qui est en train de se

créer, qui regroupe les plus formidables puissances concurrentes et alternatives du bloc BAO, autour de l'Iran pour le pétrole, qui tendrait alors à devenir leur fournisseur de plus en plus privilégié et institutionnalisé en pétrole, et est ainsi sur la voie d'acquérir un statut politique international équivalent à celui de l'Arabie, mais en beaucoup plus dynamique, beaucoup plus autonome du point de vue politique ; et, bien entendu, une structure qu'on doit qualifier objectivement d'antiSystème. En fait d'isolement, c'est le bloc BAO qui est en train de façonner le sien, avec des USA en cours d'effondrement et une Europe informe, aveugle, servile par impuissance à envisager une politique qui lui soit propre, par intoxication par aveuglement bureaucratique et idéologique.

La crise iranienne, qui se manifeste en mode virtualiste depuis 2005, est enfin en train d'acquérir une véritable substance. Et l'essence de cette substance se distingue dans son apport formidable à l'entreprise métahistorique naturelle du fracassement et de l'effondrement du bloc et de son hégémonie. Nous doutons que cela soit nécessairement une alternative, car le système général du monde reste en substance, dans ses caractères profonds, celui du Système qui inspire et dirige le bloc BAO avec tous ses caractères imprescriptibles de nuisance, et qui lui-même (le Système) s'effondre. Mais c'est sans aucun doute une participation puissance et vertueuse à l'accélération de cet effondrement. Le résultat de la schizophrénie américaniste-occidentaliste dans la crise iranienne, principalement menée par la politique maniaque des USA, d'Israël, soutenue par une Europe qu'il faudrait plutôt nommer absolument "anti-Europe" ou "Europe invertie", commence à prendre forme.

jeudi 26 janvier 2012

Dedefensa.org

2-3 IRIB- : Les sanctions pétrolières de l'Iran nuisent, avant tout, aux Européens...

La nouvelle décision hâtive et irréfléchie du Conseil des ministres des Affaires de l'UE vis-à-vis de l'Iran visant à sanctionner le pétrole et la Banque centrale iraniens, sera, avant tout, au détriment des Européens, eux-mêmes.

S'alignant sur la politique anti-iranienne des Etats-Unis, le Conseil a annoncé, lundi 23 janvier 2012, à Bruxelles, les sanctions à imposer contre le pétrole et la Banque centrale iranienne, faisant fi de l'avis des opposants à ces sanctions.

Il est vrai que les sanctions ne seront pas, aussitôt, exécutées, en raison de certaines protestations internes; il faudra, pourtant, s'attendre à voir les retombées de cette décision hâtive du Conseil ministériel de l'Union, vu les réalités actuelles de l'Europe; qui vit une crise économique des plus graves. La hausse des cours du brut, qui interviendra simultanément aux sanctions pétrolières de l'Iran, multipliera les problèmes des Européens. L'Europe sera, donc, ainsi, responsable de tout incident inattendu. Le ministère iranien des Affaires étrangères a annoncé, lundi soir, dans un communiqué, que la responsabilité des impacts des décisions irréfléchies de l'UE, incombera aux pays européens. Pour sa part, le ministère iranien du Pétrole a annoncé, dans un communiqué, qu'en sanctionnant le pétrole, l'UE a fait, en effet, entrer le pétrole, cet instrument non politique, dans les jeux et convoitises politiques, et que cette décision aurait, définitivement, un impact sur les autres pays du monde. L'instrumentalisation du pétrole, dans les équations politiques régnant sur le monde, est une innovation dangereuse; les lourds dommages économiques, dues aux sanctions pétrolières de l'Iran, pour les pays européens, la hausse du prix du pétrole, la baisse de la croissance économique mondiale, surtout, occidentale, l'instabilité, dans le domaine de l'offre et de la demande de l'énergie, au niveau mondial, ainsi que l'imposition de frais colossaux supplémentaires aux consommateurs européens des produits pétroliers, comptent parmi les retombées de la décision hâtive du Conseil européen. En tout état de cause, le peuple iranien a prouvé, à maintes reprises, qu'il n'a jamais renoncé à ses droits légaux et légitimes, qu'il ne se plierait pas, non plus, devant n'importe quelle sanction ou pression et résisterait, sans aucun doute, dans le cadre des principes de justice et de ses convictions dans la paix et la stabilité internationale.

Mardi 24 janvier 2012

IRIB

2-4 Pepe Escobar : Contrecoups de l'embargo européen au pétrole iranien -

Si le triste défilé de mascottes européennes – ou que l'analyste Chrys Floyd a merveilleusement surnommé les *Euromascottes* – comprenait quelque chose à la culture persane, il aurait su que les

conséquences de leur déclaration de guerre économique sous la forme d'embargo sur le pétrole iranien serait vraiment du *métal lourd*.

Mieux encore : du métal létal. Le *Majlis* (parlement iranien) discutera ce dimanche, lors d'une séance ouverte, de l'annulation tout de suite de toutes les exportations de pétrole à tout pays européen qui a appuyé l'embargo, selon Emad Hosseini, rapporteur du *Comité Énergie* du *Majlis*. Et cela survient avec l'avertissement apocalyptique requis, transmis à travers de l'agence d'information Fars, par le membre du parlement Nasser Soudani : « *L'Europe brûlera dans le feu des puits pétroliers de l'Iran* ». Soudani exprime les points de vue de tout l'*establishment* de Téhéran quand il dit que « *la structure de leurs raffineries[européennes] est compatible avec le pétrole de l'Iran* », et par conséquent les Européens n'ont pas d'alternative de remplacement ; l'embargo « *causera une augmentation des prix de pétrole et les Européens se trouveront obligés d'acheter le pétrole à des prix plus élevés* » ; c'est-à-dire, l'Europe « *se trouvera obligée d'acheter indirectement du pétrole iranien et à travers des intermédiaires* ».

Selon l'ensemble de sanctions de l'UE, tous les contrats existants seront respectés seulement jusqu'au 1er juillet et aucuns nouveaux contrats ne seront autorisés. Maintenant imaginez ce qui arrivera si ce projet la législation de préemption iranienne est approuvée dans les prochains jours. Des pays du *Club Med* affectés par la crise comme l'Espagne et spécialement l'Italie et la Grèce subiront un coup mortel, n'ayant pas eu le temps de trouver une alternative possible au brut léger de haute qualité de l'Iran. L'Arabie Saoudite – quel que soit son discours pétrolier dans les médias occidentaux – n'a pas de capacité additionnelle ; et en plus, la priorité absolue de la *Maison de Saud* est de garder des prix élevés du pétrole, pour pouvoir soudoyer – en plus de réprimer – sa propre population afin qu'elle oublie les idées nocives du *Printemps Arabe*.

Par conséquent, voilà que, les économies européennes qui sont déjà en faillite se trouveront obligées de continuer à acheter du pétrole iranien, mais maintenant auprès des gagnants du choix, les vautours intermédiaires.

Il n'est pas surprenant que les perdants de ces tactiques de la *Guerre Froide* appliquées de manière anachronique à un marché mondialement ouvert sont les Européens eux mêmes. La Grèce – qui frôle déjà l'abîme – achetait du pétrole à l'Iran avec un fort rabais. Il est fort possible que l'embargo du pétrole précipite le gouvernement grec vers la « *cessation de paiements* » [*default* en anglais] et même un effet de cascade catastrophique dans l'Eurozone (l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne – et d'autres encore).

Le monde a besoin d'un Hérodote digital pour déchiffrer comment ces *mascottes* européennes qui cherchent à représenter la « *civilisation* » ont, d'un seul coup, infligé une blessure simultanée à la Grèce –berceau même de la civilisation occidentale – et à la Perse – l'une des civilisations les plus sophistiquées de l'histoire-. Dans une répétition surprenante de la tragédie comme farce, c'est comme si les grecs et les Persans s'unissaient dans le défilé des Thermopyles pour affronter l'attaque des armées de l'OTAN.

Que l'épreuve eurasiatique commence

Alors voyons les réactions à travers l'Eurasie. Le Ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a dit : « *Les sanctions unilatérales ne sont pas efficaces* ». Le Ministère des Affaires étrangères de Pékin, bien qu'avec beaucoup de tact, fût tranchant : « *faire pression aveuglément et imposer des sanctions à l'Iran ne sont pas des méthodes constructives* ».

Le Ministre des Affaires étrangères turc Ahmet Davutoglu a dit : « *Nous avons d'excellentes relations avec l'Iran et nous faisons beaucoup d'effort pour une reprise des conversations de l'Iran avec le groupe de médiateurs des 5+1 (« Les Six de l'Iran », les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne.) La Turquie continuera à chercher un règlement pacifique du problème* ».

Membre des BRICS l'Inde – Parallèlement à la Russie et à la Chine – a aussi écarté les sanctions. L'Inde continuera à acheter le pétrole iranien et à le payer en roupies ou en or. La Corée du Sud et le Japon inévitablement sortiront des exemptions du gouvernement de Barack Obama.

Dans toute l'Eurasie le commerce s'éloigne rapidement du dollar US. La *Zone Asiatique d'Exclusion du Dollar* signifie aussi de manière cruciale que l'Asie se détache lentement des banques occidentales.

Le mouvement pourrait bien être mené par la Chine, mais il est irréversiblement transnational. Encore une fois suivez la piste de l'argent. Membres du BRICS, la Chine et le Brésil, ont commencé à laisser de

côté le dollar US dans leurs échanges commerciaux en 2007. Membres du BRICS, la Russie et la Chine, ont fait de même en 2010. Le Japon et la Chine – les deux plus grands géants asiatiques – ont fait de même le mois dernier.

Rien que la semaine dernière, l'Arabie Saoudite et la Chine ont présenté un projet pour une gigantesque raffinerie du pétrole dans la Mer Rouge. Et, plus ou moins secrètement, l'Inde a décidé de payer le pétrole iranien avec de l'or, même en contournant l'intermédiaire habituel, une banque turque.

L'Asie veut un nouveau système international et travaille pour l'obtenir. Les conséquences inévitables à long terme : le dollar US – et, notamment, le pétrodollar – glisseront lentement vers l'inutilité. « *Too Big to Fail (trop grand pour échouer)* », pourrait devenir non pas une affirmation catégorique, mais une épitaphe.

* [Pepe Escobar](#) auteur brésilien de : « [Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War](#) » (Nimble Books, 2007) ; « [Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge](#) » ; « [Obama does Globalistan](#) » (Nimble Books, 2009).

[Asia Times](#).

Chine, le 28 janvier 2012

Asia Times On Line (Holdings) Ltd. All rights reserved.

Traduit de l'anglais pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

<http://www.elcorreo.eu.org/?Contrecoups-de-l-embargo-europeen>

2-5 Seyed Hossein Mousavian*: “L’embargo pétrolier, erreur stratégique de l’Union européenne”.

Interview réalisée par email par **Marina Forti**

S. H. Mousavian a été ambassadeur de la République Islamique d’Iran en Allemagne, chef de la commission affaires étrangères du Conseil de sécurité nationale pendant la présidence Khatami, et a conduit, de 2003 à 2005, les négociations entre l’Iran et les trois nations européennes sur le nucléaire. Après l’élection de M. Ahmadi Nejad à la présidence de la République Islamique d’Iran, il a été conseillé du nouveau négociateur en chef Ali Larijani. Il est actuellement chercheur associé à l’université Princeton, aux Etats-Unis.

Comment commentez-vous la décision européenne de déclarer l’embargo sur le pétrole d’Iran et de geler les biens de la Banque centrale iranienne en Europe ? Pensez-vous que les sanctions pousseront l’Iran à modifier sa politique nucléaire ?

Les Européens ont fait une grave erreur stratégique. Ils pouvaient jouer un rôle constructif en engageant un dialogue avec Téhéran : au contraire, ce geste a détruit les fondements des relations entre Europe et Iran établies au dernier siècle. Les sanctions, de tous types, vont créer des dommages pour l’économie iranienne et pour ses citoyens, mais ne pousseront pas l’Iran à renoncer à ses droits légitimes garantis par le Traité de Non Prolifération, qui incluent l’enrichissement de l’uranium. L’Iran a subi des sanctions depuis la révolution de 1979, et cela n’a pas empêché le pays de faire de grands progrès dans les domaines du nucléaire et des technologies chimiques, biologiques et balistiques.

L’embargo s’accompagne de l’échange de menaces à propos du Détroit d’Ormuz, tandis que se multiplient les voix d’une attaque possible militaire d’Israël contre les sites nucléaires iraniens. Aux Etats-Unis aussi on parle d’ « option militaire ». Croyez-vous que le risque d’affrontement militaire soit réel ?

D’après les dernières déclarations officielles des ministères des affaires étrangères et de la défense, l’Iran ne menace pas de fermer le Détroit d’Ormuz. Le risque d’attaque militaire est réel, mais j’ai confiance dans le fait que les Etats-Unis ne la cherchent pas et sont bien conscients qu’elle aurait des conséquences catastrophiques, qui entraînerait la communauté internationale dans un chaos ingérable. Les Israéliens ? Je ne crois pas qu’ils attaqueront l’Iran sans l’accord de Washington, et du reste une attaque militaire contre l’Iran menacerait plus que jamais l’existence d’Israël. Néanmoins, je crois que tant que la politique des Etats-Unis est fondée sur « toutes les options sont sur la table », la politique iranienne ne changera pas. Et le Détroit d’Ormuz serait une des victimes d’une attaque militaire contre l’Iran.

Les citoyens occidentaux entendent dire que l’Iran veut construire des armes nucléaires, et que même un Iran doté seulement de « capacité nucléaire » serait une menace inacceptable. L’Iran est-

il en mesure de construire des armes atomiques ? Et selon vous, Téhéran continue-t-il à ne pas vouloir la bombe atomique ?

Je peux dire avec certitude que l'Iran n'entend pas développer des armes atomiques. L'Iran est membre du Traité de Non Prolifération et ne veut pas d'armes nucléaires. Ce n'est pas tout : l'Agence internationale pour l'énergie atomique, Aiea, a confirmé en de nombreuses occasions que l'Iran n'a pas dévié son programme nucléaire vers des objectifs belliqueux -tandis qu'Israël est le seul pays au Moyen-Orient qui a des armes nucléaires et rejette les requêtes de l'Aiea et de la communauté internationale (d'ouverture de ses sites aux inspecteurs de l'Aiea, NdT). Oui, l'Iran a atteint la capacité nucléaire, c'est-à-dire est en mesure de construire des armes atomiques s'il décidait de le faire. Avoir cette capacité n'est cependant pas une violation du Tnp. D'autres états membres du Traité sont en capacité de construire des armes atomiques et ne sont pas pour autant sous surveillance internationale. Plus encore : dans une situation manifeste de double standard, les Etats-Unis et l'Occident ont établi des relations stratégiques avec des états qui ont des armes atomiques et ne sont pas membres du TNP, comme l'Inde, le Pakistan et Israël. Le fait est que l'attitude contradictoire de l'Occident sur les armes nucléaires et de destruction de masse est justement un désastre pour l'avenir de la non-prolifération. Les pressions et l'hostilité imposées à l'Iran sont énormes, sans aucune comparaison avec celles qu'on fait à la Corée du Nord : et pourtant l'Iran est membre du TNP et n'a pas de bombes atomiques alors que la Corée du Nord s'est retirée du TNP et a des armes nucléaires. En substance, l'Occident se trouve ainsi en train de dire à l'Iran : si tu dois payer un prix aussi cher, autant avoir la dissuasion, c'est-à-dire avoir la bombe atomique.

Dans ces circonstances, voyez-vous la possibilité d'une reprise du dialogue entre l'Iran et les puissances du Conseil de sécurité ?

Les Iraniens ont fait savoir qu'ils sont prêts à des rencontres fondées sur le respect mutuel, même en présence de nouvelles sanctions, menaces et isolement. Récemment le ministre des affaires étrangères iranien Ali Akbar Salehi a dit que Téhéran est prêt à reprendre les pourparlers avec les six puissances mondiales, dès que lieu et date seront convenus. Les négociations passées ont échoué parce que les P5+1 n'étaient pas disposés à reconnaître les droits légitimes de l'Iran sur la base du TNP, qui incluent l'enrichissement de l'uranium. Si l'Occident modifie sa position irréaliste, l'Iran sera ouvert à la plus grande transparence et à des mesures de « construction de la confiance ». Je me souviens que les Iraniens avaient récemment offert de limiter l'enrichissement de l'uranium à 20% en échange de la fourniture de barres de combustible nucléaire pour le Réacteur de recherche de Téhéran. Cette offre est encore sur la table : et si l'Occident est préoccupé par la possibilité que l'Iran puisse enrichir son uranium jusqu'au niveau nécessaire à des usages belliqueux, cette offre devrait les rassurer. Plus important encore, il y a le "plan russe step by step », pas à pas, qui couvre toutes les principales requêtes de l'Iran, du P5+1, et des résolutions de l'Aiea et du Conseil de sécurité. Ce plan comporte l'intégration du Protocole adjonctif et des Accords subsidiaires, traite des « présumées études militaires » et même de la suspension pour procéder pendant une période brève à la révocation des sanctions et normaliser le dossier nucléaire iranien. Aussi bien le président Mahmoud Ahmadi Nejad que le premier ministre Salehi ont dit que l'Iran était disponible pour en discuter les détails. C'est un plan qui peut conduire à une solution diplomatique réaliste et pacifique. Mais les Etats-Unis et l'Union européenne l'ont rejeté.

En 2004 vous avez négocié l'accord entre Téhéran et trois nations européennes qui ont conduit à la suspension du programme d'enrichissement. Téhéran a ensuite dénoncé l'accord : est-ce la conséquence du changement d'administration en Iran après le présidentielles de 2005, quand le président Mahmoud Ahmadi Nejad a été élu ?

Non : depuis le début, la suspension du programme d'enrichissement acceptée par Téhéran était un geste volontaire, temporaire et non aliénant, une mesure de « construction de la confiance ». Six mois avant ces présidentielles, quand personne ne pouvait imaginer que Mahmoud Ahmadi Nejad allait devenir président, nous avons déjà dit à nos interlocuteurs européens que l'Iran n'aurait pas toléré une suspension indéfinie et que si eux n'étaient pas en mesure de faire avancer l'accord, Téhéran aurait repris l'enrichissement sans préjuger des conséquences. Le droit légitime de l'Iran à la technologie nucléaire, enrichissement inclus, a été une ligne rouge pour toutes les administrations iraniennes, avant et après la révolution, et le restera à l'avenir malgré des pressions et sanctions.

Pouvez-vous nous dire pourquoi vous avez été arrêté en 2007, et pourquoi après les présidentielles de 2009 vous avez choisi de quitter l'Iran, fut-ce temporairement ?

En avril 2008 la magistrature iranienne m'a condamné à deux années de prison, à présent suspendues, et à cinq années d'interdiction de charges diplomatiques. J'ai quitté le pays en juillet 2009 parce que j'ai décidé d'utiliser ce temps pour me consacrer au travail universitaire, et c'est ce que je suis en train de faire comme chercheur à l'université de Princeton. Quant aux raisons de mon arrestation, j'ai décidé à l'époque de garder le silence et je continuerai à le faire.

* Curieusement, on ne trouve pas sa biographie en français sur Wikipedia, ni d'articles de lui ou sur lui disponibles en français sur Internet, NdT.

Edition de samedi 28 janvier 2012 de **il manifesto**

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120128/manip2pg/09/manip2pz/317179/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

2-6 Paul Craig Roberts : Washington amène le monde plus près encore de la guerre.

Depuis mon article du 11 Janvier([my January 11 column](#) and [the news alert posted on January 14](#)), nous avons encore plus de confirmation que Washington rapproche le monde d'une guerre.

Le régime Obama utilise son ministère de la propagande, alias les médias américains, pour diffuser l'histoire des avertissements du ministre de la défense Leon Panetta et d'autres officiels à Israël pour qu'elle n'attaque pas l'Iran.

Pour quelqu'un qui est familier avec Washington comme je le suis, je reconnais ces rapports pour ce qu'ils sont.

Des histoires du style du lapin qui dit au renard de "ne pas le jeter dans les ronces".

Si vous ne connaissez pas les histoires de l'oncle Remus, vous perdez beaucoup. Le lapin en question est né et a été élevé dans les ronces.

Ce dont il est en fait question ici avec ces "histoires fuitées" d'avertissements et de protestations de Washington à Israël ne sont qu'un moyen pour Washington d'éviter la responsabilité de la guerre qu'elle a préparée. Si la guerre devient incontrôlable, et si la Russie et la Chine interviennent et que les engins ballistiques nucléaires volent bas, Washington veut blâmer Israël et Israël semble d'accord pour accepter la responsabilité.

Nikolai Patrushev, qui mène la délégation russe au conseil de sécurité a apparemment été berné par la manipulation médiatique de Washington.

D'après l'agence de presse Interfax, Patrushev a condamné Israël pour pousser les Etats-Unis vers la guerre avec l'Iran.

Vous voyez le plan. Ces pauvres Américains sont forcés par Israël d'être d'accords sur une guerre très dangereuse, ou alors plus de contributions financières aux campagnes électorales.

Les faits sont différents. Si Washington ne voulait pas la guerre avec Téhéran, elle n'aurait pas fourni l'armement nécessaire à Israël. Elle n'aurait pas déployé des milliers de troupes en Israël, avec pour vision les soldats américains tués sur le sol israélien après une réponse de l'Iran à une attaque israélienne, forçant ainsi la main des Etats-Unis à entrer en guerre. Washington n'aurait pas non plus construit un système de défense anti-missiles pour Israël et ne participerait pas à des manœuvres militaires communes avec l'armée israélienne pour s'assurer que tout fonctionne.

Si Washington ne voulait pas qu'Israël ne commence la guerre, Washington informerait le gouvernement israélien de manière non équivoque qu'une attaque israélienne sur l'Iran voudrait dire que les Etats-Unis ne poseraient pas leur veto à la dénonciation d'un tel acte d'Israël par l'ONU et des sanctions résultantes pour Israël en tant qu'état criminel de guerre. Washington dirait à Israël que cela serait un au revoir aux milliards de dollars escroqués aux contribuables américains en se réappropriant leurs maisons suite à des prêts frauduleux et en leur supprimant leur travail en les délocalisant, profit rendu à Israël afin de soutenir ses crimes contre l'humanité.

Mais bien entendu, Washington ne fera rien pour éviter cette guerre qu'elle désire avec tant de ferveur.

Les marionnettes de l'OTAN manipulées par Washington ne le feront pas non plus du reste. La "grande" Bretagne fait ce qu'on lui dit de faire, l'Allemagne est obédissante et occupée, la France en banqueroute, l'Italie occupée avec ses bases aériennes américaines et son gouvernement infiltré par la CIA (NdT: tout comme l'est celui de la France du reste, Sarkozy étant un pur produit de l'usine à marionnettes du

ministère des affaires étrangères américain...), l'Espagne ruinée et la Grèce, tous et toutes, démunis de tout honneur et de toute dignité, soutiendront la nouvelle guerre qui pourrait annihiler toute vie sur terre et ce avec le grand espoir de voir un flot de dollars leur échoir.

Seules la Russie et la Chine peuvent empêcher cette guerre.

La Russie a fait le premier pas quand le tout nouvellement nommé vice premier ministre délégué pour les affaires militaires, Dimitri Rogozin a dit dans une conférence de presse à Bruxelles que la Russie regarderait toute attaque contre l'Iran comme "une menace directe à la sécurité de notre pays".

Washington compte sur la subversion de l'opposition russe pour sa prochaine guerre. Washington peut programmer l'attaque de l'Iran juste après les élections de Mars en Russie. Lorsque Poutine l'aura de nouveau emporté, l'opposition des partis russes traîtres, financés par la CIA, déclancheront des manifestations dans les rues. Les médias occidentaux serviles et corrompus dénonceront Poutine pour avoir "volé" les élections. Les contestations orchestrées en Russie tourneront à la violence et discréditeront si non décourageront une réponse de la Russie à l'aggression éhontée qui aura lieu contre l'Iran.

Pour que l'avertissement de Rogozin soit efficace à empêcher la guerre, la Chine se doit d'entrer dans la partie. Washington parie sur la prudence de la Chine. La Chine pense et délibère et ne se précipite jamais dans quoi que ce soit. La réflexion de la Chine servira la guerre de Washington.

Il est très possible que le gouvernement fou néoconservateur de Washington obtienne une "victoire" de plus avant que la Russie et la Chine ne comprennent qu'elles sont les prochaines victimes sur la liste d'extermination. Alors que ce rendez-vous n'est pas bien loin, la vie sur terre pourrait être erradiquée avant que les dettes impayables des Etats-Unis et des pays européens ne viennent à échéance.

Paul Craig Roberts

Mondialisation.ca,

Le 18 janvier 2012

Article original en anglais : [Washington Moves The World Closer To War](#), publié le 17 janvier 2012.

Traduction par [Résistance 71](#).

Ancien éditeur associé du Wall Street Journal et chroniqueur pour BusinessWeek, le Dr. Paul Craig Roberts a servi comme membre de comité au parlement et au sénat américain; il fut secrétaire d'état aux finances durant l'administration Reagan.

Il fut un académique dans six universités. Récipiendaire de la médaille d'argent du trésor américain et officier de la légion d'honneur.

Son dernier livre, "How the Economy Was Lost: The War of the Worlds" (Comment l'économie a été perdue : la guerre des mondes), détaille les raisons de la désintégration des Etats-Unis.

Paul Craig Roberts est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

[Articles de Paul Craig Roberts publiés par Mondialisation.ca](#)

2-7 Peter Symonds : [L'ultime cible des sanctions pétrolières contre l'Iran...la Chine.](#)

L'administration Obama a accrue la menace de faire usage de force militaire contre l'Iran en doublant le nombre de ses porte-avions patrouillant dans cette région.

Cette provocation augmente le danger de guerre dans le golfe Persique, au moment même où les États-Unis tentent agressivement d'imposer un embargo sur les exportations de pétrole iranien.

Le porte-avion USS Carl Vinson, soutenu par un croiseur et un contre-torpilleur, a fait son entrée dans la mer d'Arabie cette semaine pour rejoindre l'USS John Stennis.

Un troisième porte-avion, l'USS Abraham Lincoln, se dirige aussi dans la région après avoir fait escale en Thaïlande mardi.

Des porte-parole de l'armée américaine ont minimisé l'importance de ce déploiement en le qualifiant de « routinier », et en ajoutant que l'USS John Stennis devrait se diriger vers les États-Unis. Cependant, le Pentagone a discrètement décidé de maintenir deux porte-avions dans la région plutôt qu'un seul, sans côté le fait que pendant que la période du changement, le Pentagone aura trois porte-avions sur place ce qui augmentera considérablement sa capacité à mener une guerre aérienne et navale contre l'Iran.

Le New York Times a rapporté jeudi que l'administration Obama a agi de manière inhabituelle en avertissant directement l'Iran, par une voie diplomatique secrète, que toute tentative de bloquer le détroit d'Ormuz serait vue comme une transgression inacceptable, laissant entendre qu'une réplique

militaire massive en résulterait. Téhéran a menacé de fermer cette voie navigable, par laquelle transite quotidiennement un cinquième des échanges mondiaux de pétrole, si les États-Unis et ses alliés bloquaient les exportations pétrolières iraniennes.

Aux actions menaçantes de l'administration Obama contre Téhéran s'ajoute une campagne, dans les médias américains et internationaux, qui vise de plus en plus à vilipender le régime iranien et à créer le climat propice à la guerre. Une série incessante d'éditoriaux et de commentaires légitiment les affirmations non prouvées que l'Iran développerait des armes nucléaires, et présentent le régime iranien comme étant agressif, provocateur et une menace à la paix dans la région.

En réalité, cette description s'applique plus justement à l'administration Obama qui, à tout le moins, approuve sans réserve la guerre secrète d'assassinat et de sabotage menée à l'intérieur de l'Iran. La dernière victime de ces attaques a été le scientifique nucléaire iranien, Mostafa Ahmadi Roshan, qui a été tué dans une explosion mercredi, une opération qui porte tous les traits de l'agence du renseignement israélien : le Mossad.

Des milliers de personnes ont pris part hier à des funérailles publiques à Téhéran pour Roshan, dénonçant avec colère l'assassinat. Le chef suprême iranien, l'Ayatollah Ali Khamenei, a accusé les États-Unis et Israël d'avoir organisé ce « lâche assassinat » et a juré de punir les responsables.

Que les États-Unis aient démenti, comme l'on pouvait s'y attendre, être impliqués dans cette affaire contraste fortement avec ce qui se discute dans les milieux officiels et les médias américains, où l'on considère légitimes ces actes de terrorisme et où l'on débat de l'efficacité de cette guerre secrète. Au cours des deux dernières années, trois autres scientifiques nucléaires iraniens ont été tués, une série inexplicable de bombardements s'est produite dans des installations militaires et un virus informatique a été utilisé pour causer des dégâts à des installations nucléaires de l'Iran.

Qu'elles aient réussi ou non à retarder le programme nucléaire iranien, ces activités criminelles semblent constituer des provocations qui viseraient intentionnellement à provoquer une réplique de la part de Téhéran, qui pourrait ensuite être utilisé pour attiser davantage les tensions dans le golfe Persique ou servir de prétexte pour une guerre.

Les mesures économiques punitives de l'administration Obama contre l'Iran constituent elles aussi des actes délibérés d'agression. Le 31 décembre, le président Obama a apposé sa signature sur une loi imposant des pénalités aux sociétés étrangères qui feraient affaire avec la banque centrale iranienne. Cette sanction des États-Unis, qui ne dispose même pas de la feuille de vigne d'une approbation de l'ONU, signifie que Washington peut punir certaines entreprises qui mèneraient des affaires normales et tout à fait légales.

Durant les deux dernières semaines, des représentants des États-Unis se sont servis de cette menace pour forcer des entreprises, des banques et des gouvernements étrangers à accéder aux demandes de Washington. Le secrétaire du Trésor américain, Timothy Geithner, s'est rendu au Japon et en Chine cette semaine pour exiger qu'ils réduisent leurs importations de pétrole iranien. Jeudi, un haut représentant de l'administration Obama a dit au New York Times, « Nous tentons en effet de faire fermer la Banque centrale d'Iran. »

Et cette loi des États-Unis a déjà des conséquences. Selon le Financial Times, les raffineries européennes commencent à réduire leurs achats de pétrole iranien sur le marché au comptant, et continuent pour l'instant à acheter selon leurs contrats à long terme. L'Union européenne devrait décider plus tard ce mois-ci si elle impose un embargo sur les importations iraniennes. Menacées d'être exclues du système financier américain, les banques européennes réduisent elles aussi leurs échanges financiers avec l'Iran.

Pour bien faire comprendre leur menace, les États-Unis ont annoncé jeudi l'imposition de sanctions contre trois sociétés pétrolières : la Zhuhai Zhenrong Corporation, société d'État chinoise, la Kuo Oil Pte Ltd de Singapour et la FAL Oil Company Ltd, un commerçant indépendant des Émirats arabes unis. Ces sociétés ne pourront plus recevoir de permis d'exportation des États-Unis, de financement de la banque américaine d'import-export ou de prêts de plus de 10 millions de dollars des institutions financières américaines.

Il ne fait pas de doute que la principale cible de ces sanctions est la Zhuhai Zhenrong, une grande société chinoise qui, en plus d'acheter du pétrole iranien, vend des produits raffinés du pétrole à ce pays. N'ayant qu'une faible capacité de raffinage, l'Iran dépend de 30 à 40 pour cent d'importations pour son essence.

Bien qu'il soit peu probable que Zhuhai Zhenrong soit lourdement affectée par les sanctions américaines, d'autres grandes sociétés pétrolières comme China National Petroleum Corp (CNPC), China Petroleum and Chemical Corp (Sinopec) et China National Offshore Oil Corp (CNOOC), possèdent des milliards de dollars investis dans le secteur américain de l'énergie et sont donc très vulnérables.

La Chine refuse d'appuyer d'autres sanctions de l'ONU contre l'Iran et a repoussé les demandes américaines pour qu'elle réduise ses importations de pétrole iranien. Les sanctions contre Zhuhai Zhenrong visent à faire pression sur Pékin pour qu'elle rentre dans le rang. L'analyste Derek Scissors de la Heritage Foundation aux États-Unis a dit à l'agence Reuters : « Nous ne voulons pas nous en prendre à Sinopec, CNPC ou CNOOC. Elles sont énormes et puissantes politiquement. Mais Zhenrong est suffisamment proche d'elles, et ne peut réellement causer de tort au-delà d'un avertissement. »

Que la Chine soit prise pour cible souligne l'objectif qui sous-tend toute la campagne d'agression de l'administration Obama contre l'Iran : assurer la domination économique et politique des États-Unis au Moyen-Orient et, ainsi, leur contrôle sur les réserves énergétiques vitales de leurs rivaux européens et asiatiques. Son intervention téméraire dans le golfe Persique risque de provoquer une nouvelle guerre dangereuse pouvant impliquer toute la région et les grandes puissances.

Peter Symonds

19/01/2012

<http://french.irib.ir/analyses/commentaires/item/164855-lultime-cible-des-sanctions-p%C3%A9trolier-contre-liranla-chine>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19